

A ces contradictions, il faut en ajouter une autre: après avoir affirmé pendant des mois qu'il ne pouvait prendre des initiatives au Salvador, le gouvernement canadien a finalement décidé de poser un geste: M. MacGuigan a demandé aux forces révolutionnaires d'amorcer des négociations visant "à trouver une solution démocratique fondée sur des élections"; le gouvernement canadien offrait de tenir ces discussions en terre canadienne ou dans une ambassade de notre pays. Le FMLN/FDR a rejeté cette proposition. On peut croire que c'est la pression de l'opinion publique qui a poussé Ottawa à faire cette offre, contredisant ainsi sa politique de "passivité".

### Se démarquer des Etats-Unis

Il est faux de dire que le gouvernement canadien ne fait que copier la politique américaine au sujet du Salvador. Mais l'hésitation du Canada à dénoncer publiquement l'envoi d'armes américaines dans ce pays a contribué à répandre cette opinion. Cette hésitation s'inscrit dans la logique traditionnelle du ministère canadien des Affaires extérieures que estime qu'il est plus efficace d'éviter les esclandres et de faire connaître son mécontentement à l'égard d'un pays étranger par les canaux diplomatiques à huis-clos. Ainsi, prétend-on, on garde une influence plus grande sur le pays en question que si on le dénonce publiquement.

Cette logique, si elle est parfois sage, ne devrait pas toujours être suivie. Dans le cas qui nous préoccupe, le ton modéré des critiques de MM. MacGuigan et Trudeau à l'endroit de la pratique et des fondements de la politique américaine ont nui à une bonne compréhension de la politique canadienne au pays et ont, peut-être, contribué à ternir la réputation du Canada comme défenseur de la justice sociale et des droits de la personne.

Le Canada, officiellement, n'appuie pas l'envoi d'armes américaines au Salvador et n'accepte pas le point de vue du général Haig selon lequel la guerre civile au Salvador résulte principalement des actions des communistes, fomentées par Cuba, le Nicaragua et l'Union soviétique. Mais cela n'a été dit ni souvent, ni clairement. L'ambiguïté de la politique canadienne à cet égard est évidente dans la déclaration faite aux Communes par le ministre MacGuigan, le 9 mars 1981:

*"... Nous sommes disposés à contester la politique américaine d'aide militaire, mais non à nous élever contre elle; nous sommes disposés à nous prononcer sur cette politique, mais non à la dénoncer; nous sommes disposés à la critiquer, mais non à la condamner."* (Débat à la Chambre des Communes, 9 mars 1981. HANSARD, p. 8032.)

Le gouvernement canadien a placé sa confiance dans le président sortant, Napoleon Duarte, le voyant comme une réformiste modéré. Cette position se justifiait: le passé de M. Duarte était garant de ses bonnes intentions. Mais la capacité de M. Duarte de concrétiser ses intentions a souvent été mise en doute. Le Canada aurait peut-être été mieux avisé d'appuyer des politiques plutôt que des hommes! Une telle attitude aurait permis, semble-t-il, une politique plus souple.

L'un des points, à propos desquels cette souplesse aurait servi la politique canadienne, est la tenue d'élections visant la formation d'une assemblée constituante. Dès le début, la décision du gouvernement canadien d'appuyer la tenue de ce scrutin comportait un risque. Mais, à